

Qui sommes-nous ?

● Le Comité ouvrier international contre la guerre et l'exploitation, pour l'Internationale ouvrière (COI) a été constitué lors de la Conférence mondiale de Mumbai (Inde) les 19, 20 et 21 novembre 2016 rassemblant des délégués de 28 pays.

● Le COI a été constitué sur la base du Manifeste de Mumbai contre la guerre, l'exploitation et le travail précaire, manifeste qui a reçu l'adhésion de militants ouvriers et de responsables d'organisations politiques et syndicales de 46 pays (*)

● Son comité de suivi est composé de militants ouvriers de toutes tendances :

Innocent Assogba (Bénin)
Alan Benjamin (États-Unis)
Colia Clark (États-Unis)
Constantin Cretan (Roumanie)
Berthony Dupont (Haïti)
Ney Ferreira (Brésil)
Daniel Gluckstein (France)
Rubina Jamil (Pakistan)
Apo Leung (Chine)
M.A. Patil (Inde)
Mandlenkosi Phangwa (Azanie)
Sergio Pineda (Mexique)
Klaus Schüller (Allemagne)
Jung Sikhwia (Corée)
John Sweeney (Grande-Bretagne)
Mark Vassilev (Russie)
Nambiath Vasudevan (Inde)

(*) Afghanistan, Azanie, Allemagne, Argentine, Autriche, Bangladesh, Belgique, Bénin, Biélorussie, Brésil, Burundi, Canada, Chili, Chine, Corée, Côte d'Ivoire, Équateur, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Grèce, Haïti, Hongrie, Inde, Irlande, Islande, Italie, Mali, Mexique, Pakistan, Pérou, Philippines, Portugal, République tchèque, Roumanie, Russie, Rwanda, Sénégal, Suède, Suisse, Togo, Tunisie, Turquie, Ukraine, Venezuela, Zimbabwe.

ÉTATS-UNIS
Un rejet massif de Trump... qui rend plus nécessaire que jamais une politique ouvrière indépendante

Le 7 novembre le POID (France) entendait organiser un meeting. Celui-ci n'a pas été autorisé. Le POID a alors indiqué vouloir manifester. La manifestation a été interdite. Un meeting en visio – auquel ont participé des milliers de travailleurs – a donc été organisé. Le camarade Alan Benjamin responsable de Socialist Organizer (États-Unis) y a pris la parole. Nous reproduisons son discours.

Chers camarades,

Au moment où je vous parle, Joe Biden n'a pas encore été déclaré vainqueur de l'élection présidentielle, bien que sa victoire soit pratiquement assurée.

La victoire de Biden – avec environ 75 millions de voix – représente un rejet massif de Trump et de sa politique.

Ce vote contre Trump est l'expression, dans l'arène électorale, de la révolte massive des enseignants contre la volonté de Trump de détruire l'enseignement public.

C'est l'expression des 24 millions d'Américains qui sont descendus dans la rue pour protester contre l'assassinat de George Floyd par la police.

C'est l'expression de la colère face à la mort de 240 000 Américains du Covid-19, l'expression des millions de personnes opposées à la mise en cage des enfants immigrés – et de bien d'autres choses encore.

Le principal message de la campagne de Biden est qu'il s'est présenté comme un « rassembleur ». Il s'est présenté comme quelqu'un qui peut rassembler à nouveau les démocrates et les républicains. Quelqu'un qui peut rassembler les travailleurs et les patrons pour « reconstruire l'économie dans l'intérêt de tous les Américains ». Quelqu'un qui sera capable, dit-il, de restaurer « l'image des États-Unis dans le monde ».

De nombreux analystes ont souligné le fait que le vote des Noirs pour Biden représente le double de celui qu'avait obtenu Hillary Clinton en 2016. C'est vrai. Mais dans aucun secteur de la classe ouvrière

noire il n'y a eu d'enthousiasme à voter Biden, qui est largement considéré comme l'architecte des politiques qui criminalisent les Noirs. « *Biden n'est pas l'ami des Noirs* », a déclaré une femme âgée du Maryland, interviewée sur PBS TV, qui n'avait jamais voté lors d'une élection. « *Mais cette fois-ci, j'ai dû voter pour Biden ; c'était une question de survie pour moi et ma famille.* »

Socialist Organizer n'a appelé à voter ni pour Trump ni pour Biden

Cela dit, il est impossible d'ignorer le fait que les démocrates espéraient une victoire écrasante contre Trump – et que cette victoire écrasante n'a pas eu lieu.

Les démocrates n'ont pas réussi à reprendre le Sénat ni à augmenter leur majorité à la Chambre des représentants, comme ils l'avaient prévu. Les démocrates ont été stupéfaits. Cela a ouvert une crise majeure au sein du Parti démocrate, d'un côté, l'aile « modérée » reprochant à l'aile « progressiste » d'être trop « socialiste » et, de l'autre, les prétendus « progressistes » reprochant aux « modérés » de ne pas avoir articulé un programme cohérent.

Bien entendu, aucune des deux ailes du Parti démocrate n'est capable de tirer la seule conclusion qui s'impose : les deux partis, républicain et démocrate, sont financés et contrôlés par les mêmes intérêts financiers et patronaux. Il faut rompre avec ces partis.

C'est pourquoi Socialist Organizer, l'organisation dont je fais partie, n'a appelé à voter ni pour Biden ni pour Trump – tous deux candidats de la classe capitaliste. Nous avons soulevé la nécessité d'un Labor Party, c'est-à-dire un parti ouvrier appuyé sur les syndicats, et d'un parti des travailleurs noirs, lié à la lutte pour un Labor Party. En septembre, nous avons organisé une conférence ouvrière et noire à laquelle ont participé plus de 200 syndicalistes et militants noirs

de tout le pays, afin de tracer la voie à suivre par la présentation de candidatures ouvrières indépendantes au niveau local. Nous avons appelé à mettre en œuvre les deux résolutions adoptées par le congrès de la centrale syndicale AFL-CIO en octobre 2017, résolutions qui soulignent la nécessité de rompre avec la politique du « moindre mal », c'est-à-dire de rompre avec la politique de subordination des syndicats au Parti démocrate. Nous avons mis en avant une plate-forme de combat avec les revendications suivantes :

– Un système de sécurité sociale « Single Payer », comme celui que vous avez arraché en France.

– Pas de coupes budgétaires dans les services sociaux ; pas de licenciements pour rembourser la dette capitaliste !

– Un programme de travaux publics à grande échelle pour donner du travail aux 30 millions de chômeurs.

– Le financement massif des hôpitaux, des équipements de protection adéquats et de la recherche pour lutter contre le fléau du Covid-19, qui a coûté quatre fois plus de vies que le nombre de soldats américains morts au Vietnam.

– La réquisition du budget attribué à la police pour affecter ces fonds à des programmes et des services sociaux : Black Lives Matter !

– L'arrêt immédiat des expulsions des travailleurs immigrés sans papiers, la fermeture des centres de rétention et l'abrogation du nouvel accord de « libre-échange » entre les États-Unis, le Mexique et le Canada !

– L'argent public pour des emplois, pas pour la guerre !

Toutes ces mesures politiques sont celles qu'aucun des deux partis jumeaux de la classe capitaliste ne peut ou ne veut adopter.

Wall Street a besoin de rétablir la stabilité des institutions en crise

Si Biden sera certainement déclaré vainqueur, cela ne signifie pas que la question du transfert du pouvoir est réglée. Loin de là.

Donald Trump a fait une déclaration, au lendemain de l'élection du 3 novembre, qui a soulevé beaucoup d'inquiétude : « *Si vous comptez les votes légaux, je gagne facilement l'élection ! Si vous comptez les votes illégaux et tardifs, ils peuvent nous voler l'élection.* »

Donald Trump Jr. est allé plus loin en proclamant : « *Nous devons nous battre jusqu'à la mort* » et « *c'est une guerre totale* ».

Nous ne pouvons pas sous-estimer la gravité de ces menaces, aussi farfelues que soient les allégations portées par Trump sur les présumés « votes illégaux ». Trump a juré de ne pas concéder l'élection ; il intente des centaines de procès et espère que la Cour suprême le sauvera.

Il est loin d'être évident que Trump arrivera à quelque chose avec ces allégations. Il y a consensus au sein de l'establishment politique qui consiste à dire que Trump n'a pas de motifs pour porter ces plaintes. Des personnalités républicaines de premier plan, y compris d'anciens candidats à l'élection présidentielle, se détachent de Trump. Certains proposent de rencontrer Biden pour lui proposer des noms de membres d'un futur gouvernement qui pourraient être soutenus par les démocrates et les républicains.

L'aile dominante de la classe capitaliste a fait savoir qu'elle préférerait voir Trump faire ses valises et quitter la scène pacifiquement. C'est la stabilité des institutions politiques du capitalisme – que Trump perturbe – qui est en jeu.

En outre, une administration Biden, encadrée par un Sénat républicain et par la recherche de Biden de « *guérir les plaies de la division* » avec les républicains, pourrait bien être ce dont Wall Street a besoin pour assurer l'adoption des coupes budgétaires draconiennes nécessaires pour rembourser la dette croissante

et ouvrir la voie à une nouvelle « *reprise sans emplois* » qui remplira les poches des patrons et des banquiers.

Mais Trump et ses larbins semblent avoir d'autres idées en tête et nous ne pouvons pas exclure une situation très chaotique dans les prochaines semaines, voire les prochains mois.

C'est au mouvement ouvrier américain de défendre les conquêtes démocratiques

Un secteur important du mouvement syndical américain, ainsi que des organisations des mouvements noirs et latinos, ont pris position fermement pour combattre toute tentative de Trump de voler l'élection.

Des centaines de résolutions et de déclarations syndicales ont été adoptées pour s'opposer à ce coup d'État programmé, beaucoup appelant à des grèves sectorielles et même à une grève générale si Trump s'engageait dans cette voie.

Dans la journée d'aujourd'hui, samedi 7 novembre, des rassemblements et des marches organisés par les syndicats auront lieu dans tout le pays pour défendre le droit démocratique de vote, pour exiger que prendre en compte chaque vote n'est pas « *promouvoir un coup d'État* », comme a osé le déclarer Trump.

Dans la région de la baie de San Francisco, un rassemblement et une grande marche se tiendront dans le centre-ville de San Francisco cet après-midi. Les cinq conseils syndicaux de l'AFL-CIO de la région de la baie appellent les travailleurs à se mobiliser pour défendre le droit démocratique de vote. C'est au mouvement ouvrier, nous l'avons dit, de défendre les conquêtes démocratiques constamment bafouées et remises en cause par la classe capitaliste. Nous vous tiendrons informés de nos activités.

San Francisco, samedi 7 novembre, 7 heures du matin